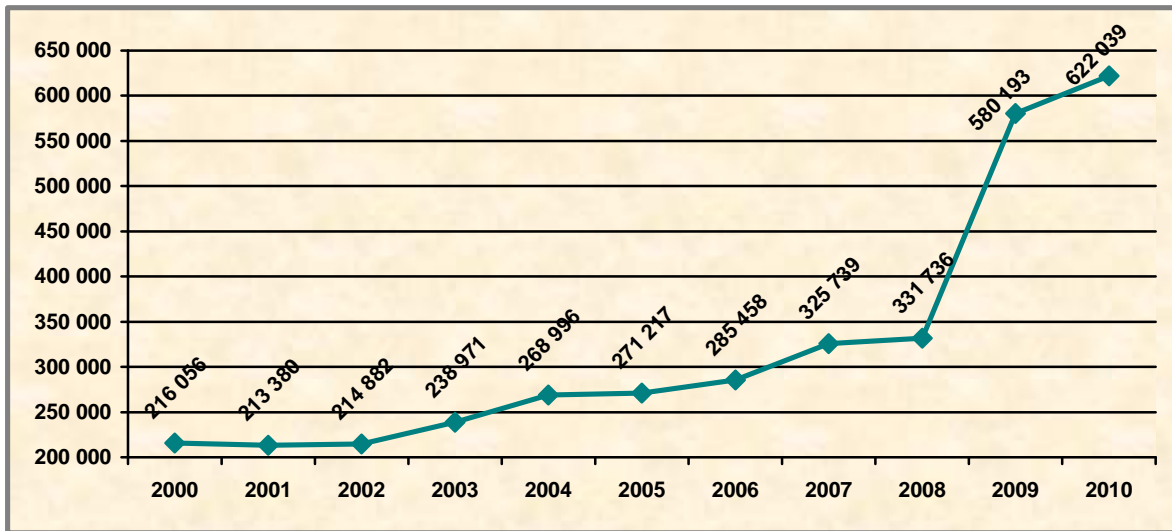




**LA CREATION D'ENTREPRISES
EN FRANCE EN 2010**

■ ■ ■ Un nouveau record de création d'entreprises en France en 2010

Nombre annuel de créations d'entreprises de 2000 à 2010



L'année 2010 a de nouveau enregistré un nombre record de créations d'entreprises avec 622 039 nouvelles unités, soit une augmentation de 7,2 % par rapport à 2009. La constante croissance annuelle de ce phénomène amorcée il y a huit ans se poursuit donc en 2010. Après plusieurs années de stabilisation voire de diminution du nombre de créations d'entreprises, 2003 marque un tournant. Dès lors, chaque année, le nombre de nouvelles entreprises est plus important. Différentes mesures nationales (Loi pour l'initiative économique, Loi de modernisation pour l'économie...) ou locales dont le but était de favoriser la création et la reprise d'entreprises ont accompagné ce phénomène. La tendance s'est accentuée en 2009 avec la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur au 1^{er} janvier (entre 2008 et 2009 le nombre de créations s'est accru de 75 % contre + 54 % entre 2002 et 2008). Au final, sur les huit dernières années, le nombre de créations d'entreprises à quasiment triplé.

Au premier semestre 2010 les créations d'entreprises ont enregistré une augmentation de 16,5 % par rapport au premier semestre 2009. En revanche, la création a sensiblement diminué au second semestre (- 2 % au regard du second semestre 2009).

L'année 2009 a vu la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur* qui a immédiatement rencontré un franc succès : 55 % des nouvelles entreprises de l'année avaient demandé à bénéficier de ce régime. D'ailleurs c'est à lui que l'on doit la forte croissance de l'année passée. Loin de s'essouffler, ce nouveau régime a continué à attirer un grand nombre de nouveaux chefs d'entreprises en 2010 : 359 699 entreprises individuelles ont choisi ce régime. Ces entreprises représentent 58 % de l'ensemble des créations de l'année.

* Au moment de la réalisation de ce document, les informations détaillées concernant les auto-entrepreneurs ne sont pas encore disponibles pour l'année 2010. Une note sur ces entreprises sera réalisée ultérieurement pour compléter cette analyse.

Les créations d'entreprises avec ce régime ont augmenté de 12 % entre 2009 et 2010. Si au premier semestre 2010, le nombre de créations avait augmenté de 31 %, en revanche au second semestre il a diminué de 5 % au regard du second semestre 2009. Cette différence tient probablement au fait que durant le premier trimestre 2009, les professions libérales ne pouvaient pas bénéficier de ce régime. Cela est devenu possible uniquement à partir du 1^{er} avril. De ce fait, les créations sous le régime de l'auto-entrepreneur ont été plus importantes au premier semestre 2010 (qui comptait également les professions libérales) qu'au premier semestre 2009.

Pour finir, le nombre de nouvelles entreprises ne bénéficiant pas du régime de l'auto-entrepreneur est resté stable en 2010 au regard de 2009 (+ 0,8 %)

■ ■ ■ Des évolutions contrastées selon le secteur d'activité

● ● ● Les secteurs d'activité en 2010

C'est dans les activités de type services que les créations ont été les plus nombreuses en 2010 ; 45 % des créations y ont été recensées. Par ailleurs, plus de la moitié des créations sont concentrées dans quatre secteurs d'activité : les activités scientifiques et techniques (conseil de gestion, activités juridiques, activités des agences de publicité, activités photographiques... : 15 %), la construction (15 %), le commerce de détail (14 %) et les services en direction des personnes (9 %).

La création par secteurs d'activité en 2010

Secteurs d'activité	Nombre de créations en 2010	Répartition des créations de 2010
Activités de type secondaire	121 962	19,6 %
Industrie	29 673	4,8 %
Construction	92 289	14,8 %
Activités de type commerce	219 810	35,3 %
Commerce de détail	88 643	14,3 %
Commerce de gros	12 493	2,0 %
Commerce de bouche	2 207	0,4 %
Immobilier	17 789	2,9 %
Hébergement et restauration	27 360	4,4 %
Services en direction des personnes	56 630	9,1 %
Vente et réparation automobile	14 688	2,4 %
Activités de type services	280 267	45,1 %
Courtage	14 827	2,4 %
Transports	9 654	1,6 %
Activités scientifiques et techniques	95 291	15,3 %
Activités de soutien aux entreprises	41 634	6,7 %
Information et communication	30 114	4,8 %
Enseignement	28 390	4,6 %
Arts, spectacles et activités récréatives	19 946	3,2 %
Santé	27 513	4,4 %
Activités financières	12 880	2,1 %
Ensemble des secteurs	622 039	100,0 %

Il est important de noter que la majorité des créations du secteur du commerce de détail ont une activité hors magasin : 32 % ont une activité de vente sur éventaires et marchés, 11 % une activité de vente à distance sur catalogue (dont la vente en ligne), 8 % une activité de vente à domicile et 8 % des activités autres dont la vente par automates et la vente (hors magasin) par des intermédiaires du commerce.

Le secteur des services en direction des personnes se compose essentiellement des activités de coiffure et de soins de beauté (32 % des créations du secteur), des activités de réparation d'ordinateurs et de biens personnels (24 %) et des activités d'entretien corporel (saunas, stations thermales, instituts de massage, institut d'amincissement... : 8 %).

Une observation détaillée du secteur des activités scientifiques et techniques montre que 42 % des entreprises se créent dans les activités de conseil de gestion.

● ● ● Quelle évolution entre 2009 et 2010 ?

L'évolution du nombre de créations d'entreprises entre 2009 et 2010 varie de manière importante selon le secteur d'activité : entre + 21 % pour le commerce et la réparation automobile et - 3 % pour le commerce de détail.

Evolution du nombre de créations d'entreprises

Secteurs d'activité	Evolution du nombre de créations entre 2009 et 2010	Evolution du nombre de créations entre 2008 et 2009
Activités de type secondaire	+ 13,0 %	+ 56,6 %
Industrie	+ 7,7 %	+ 108,4 %
Construction	+ 14,8 %	+ 44,3 %
Activités de type commerce	+ 3,3 %	+ 71,8 %
Commerce de détail	- 3,0 %	+ 89,3 %
Commerce de gros	- 1,1 %	+ 11,7 %
Commerce de bouche	+ 6,4 %	+ 10,1 %
Immobilier	+ 12,8 %	- 7,9 %
Hébergement et restauration	+ 4,2 %	+ 28,2 %
Services en direction des personnes	+ 8,0 %	+ 189,3 %
Vente et réparation automobile	+ 20,5 %	+ 84,7 %
Activités de type services	+ 8,0 %	+ 86,7 %
Courtage	+ 8,8 %	+ 31,8 %
Transports	+ 14,6 %	+ 11,0 %
Activités scientifiques et techniques	+ 10,6 %	+ 106,0 %
Activités de soutien aux entreprises	+ 6,6 %	+ 114,2 %
Information et communication	- 0,9 %	+ 140,5 %
Enseignement	+ 15,3 %	+ 190,0 %
Arts, spectacles et activités récréatives	+ 4,7 %	+ 203,6 %
Santé	+ 5,5 %	+ 19,1 %
Activités financières	+ 7,1 %	+ 2,9 %
Ensemble des secteurs	+ 7,2 %	+ 74,9 %

Six secteurs ont enregistré une croissance supérieure à 10 % entre 2009 et 2010 :

- La vente et réparation automobile (+ 21 %). Les activités ce commerce de voiture et de véhicules automobiles légers ainsi que les activités d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers ont enregistré les plus fortes croissances (respectivement + 27 et + 25 %).

- Les transports (+ 15 %). Dans ce secteur, les plus fortes croissances ont été observées dans les activités d'entreposage et de stockages (+ 35 %), les activités de poste et de courrier comme les services de livraison à domicile, les taxis marchandises ou le transport de repas (+ 33 %) et les services auxiliaires des transports tels que la manutention de fret ou l'organisation du transport de fret (+ 23 %).
- L'enseignement (+ 15 %). Il faut noter les hausses plus importantes pour les auto-écoles (+ 24 %), l'enseignement culturel qui comprend notamment le théâtre, la peinture, la musique... (+ 21 %) et l'enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs (+ 21 %).
- La construction (+ 15 %). Certaines activités ont enregistré une hausse importante : les travaux de plâtrerie (+ 28 %), les travaux de terrassement (+ 25 %), les travaux d'isolation (+ 24 %), les travaux d'installation d'au et de gaz (+ 22 %) ou encore les travaux d'installation électrique (+ 20 %).
- L'immobilier (+ 13 %) et plus particulièrement les marchands de biens immobiliers (+ 30 %) et les agences immobilières (+ 40 %).
- Les activités scientifiques et techniques (+ 11 %).

Trois de ces secteurs enregistraient déjà une croissance importante entre 2008 et 2009 : la vente et réparation automobile, l'enseignement et les activités scientifiques et techniques. Ainsi en 2 ans ils ont vu leur nombre plus que doublé voire même triplé (évolution comprise entre + 123 % et + 234 %).

En revanche, les trois autres secteurs ont enregistré une hausse peu importante, voire une diminution entre 2008 et 2009 : + 44 % pour la construction, + 11 % pour les transports et - 8 % pour l'immobilier (à titre de comparaison l'évolution de l'ensemble des secteurs d'activité s'élevait à + 75 % sur la période).

Trois secteurs ont enregistré une sensible diminution du nombre de créations d'entreprises : ce sont le commerce de détail (- 3 %), le commerce de gros (- 1 %) et les activités d'information et de communication (- 1 %).

Dans le secteur du commerce de détail, deux activités enregistrent une baisse conséquente : le commerce de détail d'équipement et de communication (- 22 %) et le commerce de détail sur éventaires et marchés (- 12 %). En revanche, les activités de commerce de détail hors magasin, éventaire et marchés ont vu leur nombre de créations augmenter de 8 % ; cette croissance concerne principalement les activités de vente à domicile (+ 17 %) et la vente de détail par automates et intermédiaires du commerce (+ 40 %).

Le commerce de détail et les activités d'information et de communication ont enregistré une forte croissance entre 2008 et 2009 (respectivement + 89 % et + 141 %). Malgré la baisse observée en 2010, le niveau de création reste important dans ces deux secteurs. Si celui du commerce de détail enregistre une hausse moyenne entre 2008 et 2010 (+ 84 %), en revanche, celui de l'information et de la communication enregistre toujours une des plus fortes croissances (+ 138 % contre + 88 % pour l'ensemble des secteurs).

Par ailleurs, le commerce de gros enregistrait déjà en 2009 au regard de 2010 une des évolutions les moins importantes (+ 12 % contre + 75 % pour l'ensemble des secteurs). Depuis de nombreuses années, les créations sont peu dynamiques dans ce secteur. Ainsi entre 2000 et 2008, ce secteur a enregistré une augmentation de 8 % alors que l'ensemble des secteurs d'activité ont connu une croissance de 54 %.

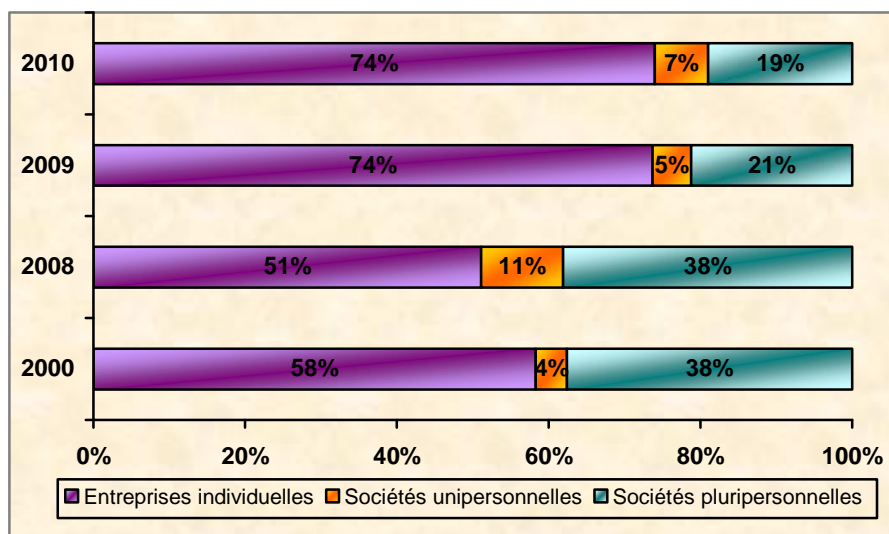
■ ■ ■ L'entreprise individuelle : une forme juridique plébiscitée

● ● ● Quelle forme juridique pour les entreprises créées en 2010 ?

En 2010, tout comme en 2009, les nouvelles entreprises s'immatriculent essentiellement sous la forme d'entreprises individuelles (74 % des créations d'entreprises) ; plus de trois-quarts de ces entreprises sont des auto-entrepreneurs. Si la part de ces derniers dans l'ensemble des entreprises a sensiblement augmenté au regard de 2009 (58 % contre 55 %), les entreprises individuelles relevant du régime traditionnel sont au contraire moins présentes (16 % contre 19 %).

La forme sociétale concerne un quart des créations d'entreprises, soit 163 659 entités. Ces formes juridiques se composent principalement des SARL hors EURL (57 % des créations sociétales). La forme sociétale compte également les sociétés unipersonnelles qui représentent 28 % de ces créations (dont 23 % d'EURL et 5 % de SASU), les SAS (9 %) et plusieurs autres formes juridiques dont les SA, les sociétés civiles les sociétés en nom commandite, etc. (6 %)

Evolution de la répartition des créations d'entreprises entre 2000 et 2010



Depuis 2000, la création d'entreprises sociétales unipersonnelle était de plus en plus importante chaque année. Ainsi, les entreprises individuelles, majoritaires au début de la décennie, étaient aussi nombreuses que les sociétés en 2008. L'auto-entrepreneur, qui ne concerne que les entrepreneurs individuels qui en font la demande, a modifié de manière importante ces tendances, puisque depuis 2009, les entreprises individuelles sont de nouveau majoritaires et dans des proportions nettement plus importantes qu'en 2000.

● ● ● Quelle évolution entre 2009 et 2010 ?

Entre 2009 et 2010 les entreprises individuelles ont enregistré une croissance identique à celle des sociétés (+ 7 %). Cependant, ces chiffres cachent des disparités importantes au sein de ces deux groupes.

Concernant les entreprises individuelles, la croissance provient uniquement de l'augmentation du nombre de créations ayant fait la demande du régime de l'auto-entrepreneur (+ 12 %).

Par ailleurs, tandis que les sociétés unipersonnelles (EURL et SASU) ont vu leur nombre augmenter de 57 %, les sociétés pluripersonnelles (SARL, SA, SAS...) ont, en revanche, enregistré une diminution de 4 %.

La création par nature juridique en 2010

Nature juridique	Nombre de créations en 2010	Evolution du nombre de créations entre 2009 et 2010	Evolution du nombre de créations entre 2008 et 2009
Entreprises individuelles	458 380	+ 7,1 %	+ 152,2 %
Sociétés	163 659	+ 7,5 %	- 6,0 %
Sociétés unipersonnelles	46 471	+ 56,6 %	- 17,5 %
SARL (hors EURL)	93 749	- 8,4 %	- 9,0 %
SAS (hors SASU)	15 292	+ 28,7 %	+ 119,8 %
Autres sociétés	8 147	- 3,3 %	+ 2,1 %
Ensemble des entreprises	622 039	+ 7,2 %	+ 74,9 %

Entre 2002 et 2008, le nombre de créations de sociétés, qu'elles soient pluripersonnelles ou unipersonnelles, a enregistré une augmentation nettement plus importante que les entreprises individuelles : + 38 % pour les entreprises individuelles et + 77 % pour les sociétés. Sur cette même période, les sociétés pluripersonnelles ont intéressé de plus en plus de nouveaux chefs d'entreprises et leur nombre a quasiment quadruplé en 11 ans.

La croissance importante des sociétés unipersonnelles observées en 2010 résulte probablement de la modification de régime et de statut d'un certain nombre d'auto-entrepreneurs qui ont transformé leur entreprise individuelle en société, soit parce que ce régime est mal adapté à leur activité, soit parce qu'ils ont dépassé les seuils de chiffre d'affaires pour bénéficier du nouveau régime. Au sein de cette catégorie juridique, les SASU ont enregistré une croissance nettement plus importante (+ 143 %) que les EURL (+ 47 %). Après une année de diminution du nombre de créations sous ces deux formes juridique, l'année 2010 permet de rattrapé le retard. Ainsi le nombre de créations sous la forme de sociétés unipersonnelles est supérieur à ce qu'il était en 2008 (+ 29 % entre 2008 et 2010).

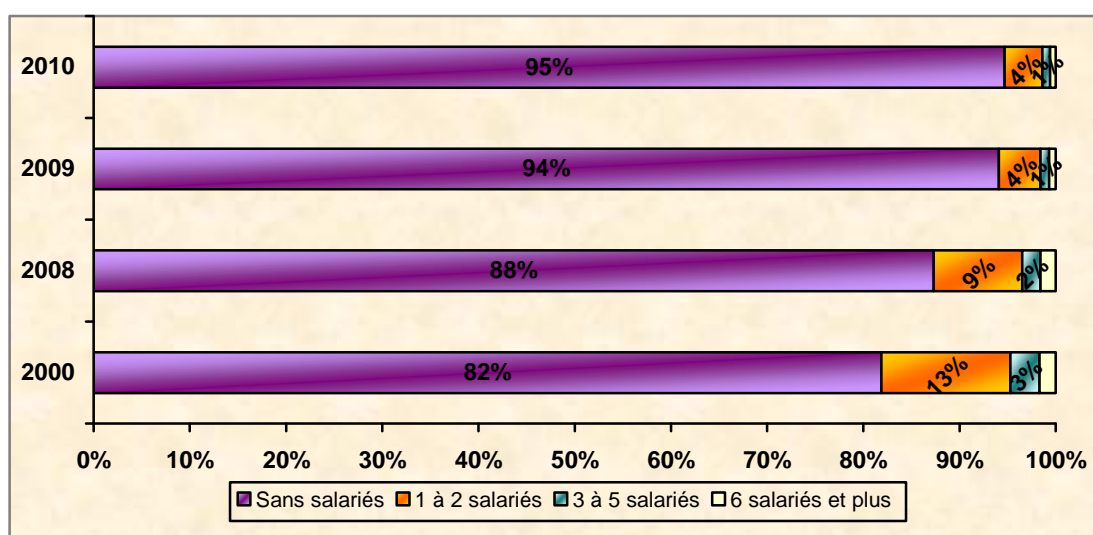
Dans ce contexte où les formes sociétales pluripersonnelles ont enregistré une diminution de la création d'entreprises entre 2009 et 2010, les sociétés par actions simplifiées (unipersonnelle ou pluripersonnelles) se distinguent par une très forte croissance (+ 52 %). Les SASU ont connu une croissance plus importante (+ 179 % contre + 29 % pour les SAS pluripersonnelles). Cette forme juridique a bénéficié d'aménagements mis en place dès le 1^{er} janvier 2009 avec la Loi de modernisation économique. Cette loi, également à l'origine du régime de l'auto-entrepreneur, a facilité les immatriculations d'entreprises sous forme de société par actions simplifiées en laissant libre aux actionnaires de fixer eux-mêmes le montant du capital de la société. Il n'existe donc plus de seuil minimal pour cette forme juridique (qui s'élevait à 37 000 € jusqu'en 2009). Par ailleurs, les dirigeants de SAS et de SASU peuvent choisir le statut social d'assimilé salarié contrairement aux dirigeants de

SARL et d'EURL par exemple. Le dirigeant paiera des cotisations sociales uniquement s'il est rémunéré. La liberté de fonctionnement de ce statut ainsi que la possibilité d'opter pour le statut social d'assimilé salarié expliquent en grande partie la forte croissance des SAS et SASU qui attirent davantage de créateurs. Cette forme juridique, bien que de plus en plus choisie par les créateurs d'entreprise ne concerne que 3 % des entreprises créées en 2010.

La forte croissance de cette forme juridique s'est faite au détriment des autres formes sociétales et notamment des SARL. Cependant, les SAS ne sont pas la seule cause de diminution des autres formes sociétales.

■ ■ ■ Seules 5 % des entreprises créent des emplois salariés au démarrage de l'activité

Les entreprises qui ont été créées en 2010 démarrent très majoritairement leur activité sans salariés (94 %).

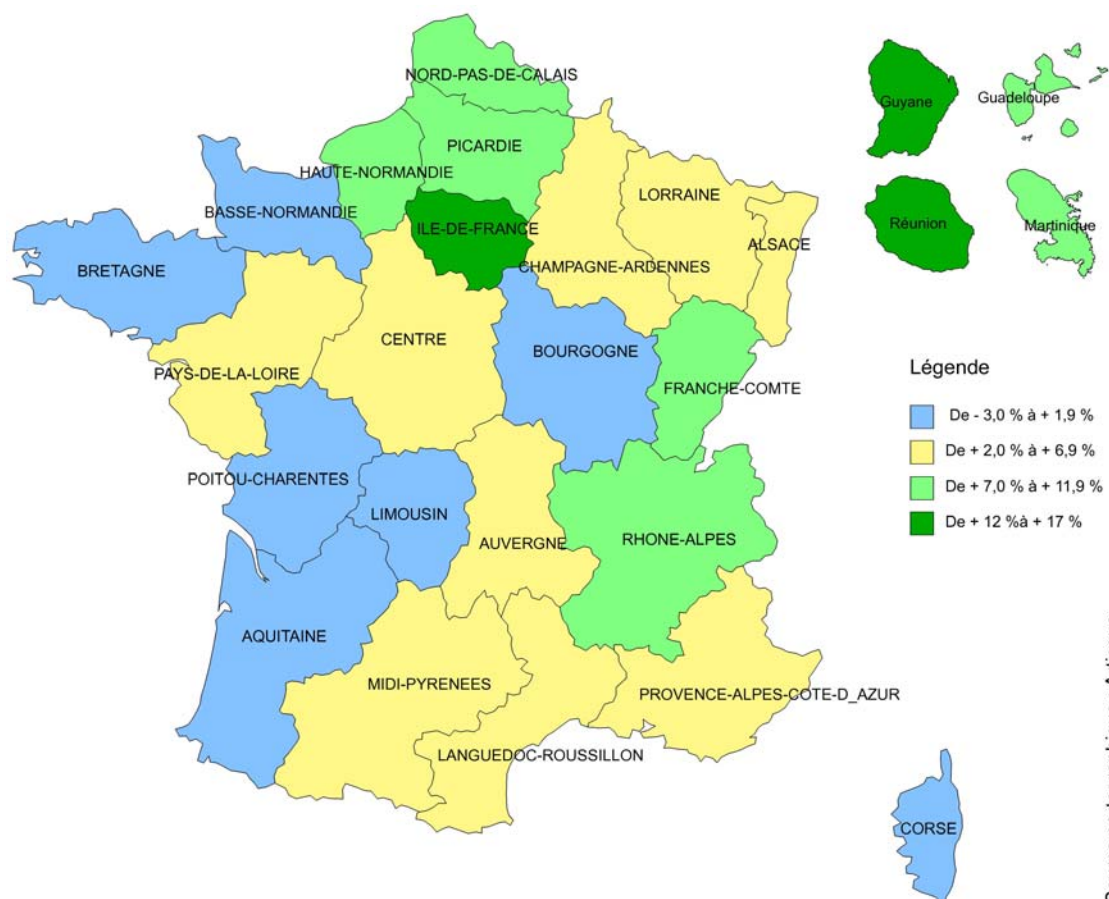


Au fil des années, l'emploi de salariés au démarrage de l'activité est de moins en moins important : 18 % des entreprises créées en 2000 employaient des salariés au démarrage contre 12 % en 2008. Cela est confirmé par les résultats des enquêtes Sine (Système d'information sur les nouvelles entreprises) de l'Insee qui montrent que davantage de nouveaux dirigeants déclarent vouloir, avant tout, assurer leur propre emploi en créant une entreprise (53 % en 2002 contre 63 en 2006). L'arrivée en masse des auto-entrepreneurs en 2009 a accentué ce phénomène : seules 5 % des créations d'entreprises emploient des salariés. Si le régime de l'auto-entrepreneur, n'interdit pas l'emploi de salariés, il est cependant peu adapté.

Entre 2009 et 2010, le nombre d'entreprises employant des salariés au démarrage de l'activité a diminué (- 3 %), alors que celles n'en employant pas ont augmenté (+ 8 %). Ainsi en deux ans, le nombre d'entreprises n'employant pas des salariés au démarrage a doublé. Cette situation confirme une tendance très ancienne marquée par une évolution moins favorable pour les entreprises employant des salariés. Ainsi entre 2002 et 2008 ces entreprises ont vu leur nombre augmenter de 9 % alors que celles qui n'en emploient pas ont augmenté de 64 %.

■ ■ ■ Des évolutions contrastées selon la région ou le département

● ● ● Evolution du nombre de créations d'entreprise entre 2009 et 2010 selon la région



Les régions de France ne sont pas égales face à l'évolution du nombre de créations d'entreprises entre 2009 et 2010. L'évolution varie de + 22 % pour la Réunion à - 2 % pour le Poitou-Charentes.

Dix régions ont enregistré une croissance d'au moins 8 % entre 2009 et 2010 : Réunion (+ 22 %), Guyane (+ 18 %), Ile-de-France (+ 15 %), Guadeloupe (+ 11 %), Nord-Pas-de-Calais (+ 10 %), Picardie (+ 10 %), Franche-Comté (+ 9 %), Haute-Normandie (+ 9 %), Martinique (+ 8 %) et Rhône-Alpes (+ 8 %).

L'ensemble de ces régions ont enregistré une croissance importante du nombre d'immatriculation d'entreprises bénéficiant du régime d'auto-entrepreneur entre 2009 et 2010. (+ 67 à + 10 % contre + 7 % pour l'ensemble des régions de France hors Ile-de-France). Toutefois, pour un certain nombre d'entre-elles l'augmentation n'a pas uniquement concerné les auto-entrepreneurs. Alors que le nombre d'immatriculations d'entreprises hors auto-entrepreneur est resté stable en France hors Ile-de-France, cinq de ces régions ont enregistré une hausse comprise entre 8 et 4 % : Réunion, Guadeloupe, Picardie, Franche-Comté et Rhône-Alpes.

A l'exception de trois d'entre-elles (Nord-Pas-de-Calais, Picardie et Franche-Comté), les régions qui ont connu une forte croissance entre 2009 et 2010 avaient enregistré une faible augmentation entre 2008 et 2009. D'ailleurs, la forte croissance observée en 2010 a permis à certaines d'entre elles de rattraper le retard de l'an dernier et ainsi d'enregistrer une croissance comptant parmi les plus importantes entre 2009 et 2010 (+ 86 à + 100 % contre + 89 % en France hors Ile-de-France) : Ile-de-France, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie et Rhône-Alpes.

Il est important de considérer le cas particulier des départements d'Outre-mer. En 2009, alors que la création d'entreprises enregistrait une évolution record en France métropolitaine avec l'arrivée du régime de l'auto-entrepreneur, ces quatre régions avaient enregistré une très faible hausse (entre + 8 et + 21 % et + 48 % pour la Guyane contre + 81 % en France hors Ile-de-France). Cette différence d'évolution tenait en partie au régime de l'auto-entrepreneur qui a suscité un moins grand intérêt au démarrage. En effet, la législation de droit commun concernant la création d'entreprises dans ces départements était plus favorable à celle de l'auto-entrepreneur. Depuis le début de l'année 2010, une mesure a modifié et amélioré la législation en vigueur concernant le régime de l'auto-entrepreneur. C'est peut-être ce qui explique que les quatre régions ont enregistré des évolutions comptant parmi les plus favorables entre 2009 et 2010 (entre + 20 et + 68 %). Malgré ces évolutions importantes ces quatre régions n'ont pas rattrapés les autres régions en termes d'évolution (évolution 2008-2010 comprise entre + 23 et + 75 % contre + 89 % pour la France hors Ile-de-France).

Quatre régions ont vu leur nombre se stabiliser, voire diminuer légèrement (de 0 % à - 2 %) : Basse-Normandie, Bourgogne, Corse et Poitou-Charentes. A l'exception de la Corse, ces régions ont enregistré une croissance comptant parmi les plus importantes entre 2008 et 2009 (entre + 98 et + 87 %). L'évolution peu favorable de l'année 2010 dans ces régions est liée à une diminution ou une stabilisation des créations d'entreprises avec le régime de l'auto-entrepreneur (de + 0,1 % à - 5,0 %), à l'exception de la Corse dont le nombre d'auto-entrepreneurs a augmenté (+ 8 %).

A N N E X E :

La création par régions et départements de 2003 à 2010

	Nombre de créations en 2010	Proportion d'auto-entrepreneurs en 2010	Evolution 2003-2008	Evolution 2008-2009	Evolution 2009-2010	Evolution 2008-2010	Taux de renouvellement (p. 1 000)	Densité de création (p. 10 000)
Alsace	15 025	59 %	+ 51,7 %	+ 72,2 %	+ 6,5 %	+ 83,43 %	181	81
67 - Bas-Rhin	9 199	57 %	+ 53,1 %	+ 68,2 %	+ 6,6 %	+ 79,3 %	178	84
68 - Haut-Rhin	5 826	61 %	+ 49,2 %	+ 79,0 %	+ 6,4 %	+ 90,5 %	186	78
Aquitaine	32 389	59 %	+ 43,7 %	+ 82,1 %	+ 0,7 %	+ 83,3 %	179	101
24 - Dordogne	3 582	61 %	+ 46,1 %	+ 89,9 %	- 13,2 %	+ 64,5 %	154	86
33 - Gironde	16 282	58 %	+ 41,1 %	+ 82,5 %	+ 4,9 %	+ 91,5 %	199	115
40 - Landes	3 700	60 %	+ 60,7 %	+ 82,1 %	- 1,9 %	+ 78,6 %	186	98
47 - Lot-et-Garonne	2 725	59 %	+ 48,6 %	+ 79,6 %	- 1,2 %	+ 77,5 %	158	82
64 - Pyrénées-Atlantiques	6 100	57 %	+ 37,6 %	+ 77,1 %	+ 1,8 %	+ 80,3 %	159	93
Auvergne	9 338	58 %	+ 51,4 %	+ 81,9 %	+ 2,2 %	+ 86,0 %	148	68
03 - Allier	2 311	61 %	+ 50,9 %	+ 88,7 %	+ 2,8 %	+ 93,9 %	155	65
15 - Cantal	851	52 %	+ 46,1 %	+ 85,3 %	- 6,5 %	+ 73,3 %	114	55
43 - Haute-Loire	1 481	53 %	+ 63,3 %	+ 72,7 %	- 5,6 %	+ 63,1 %	133	65
63 - Puy-de-Dôme	4 695	60 %	+ 48,7 %	+ 81,4 %	+ 6,7 %	+ 93,3 %	159	73
Bourgogne	11 724	59 %	+ 54,3 %	+ 87,2 %	- 0,8 %	+ 85,8 %	161	70
21 - Côte-d'Or	4 226	59 %	+ 56,0 %	+ 93,2 %	- 2,5 %	+ 88,5 %	170	80
58 - Nièvre	1 364	56 %	+ 60,0 %	+ 74,7 %	- 0,8 %	+ 73,3 %	150	59
71 - Saône-et-Loire	3 601	58 %	+ 63,3 %	+ 76,0 %	+ 0,6 %	+ 77,0 %	149	63
89 - Yonne	2 533	61 %	+ 36,3 %	+ 102,6 %	+ 0,3 %	+ 103,3 %	170	72
Bretagne	22 100	58 %	+ 42,2 %	+ 78,4 %	+ 1,0 %	+ 80,3 %	155	69
22 - Côtes-d'Armor	3 868	59 %	+ 34,9 %	+ 74,7 %	+ 0,2 %	+ 75,1 %	145	65
29 - Finistère	5 615	59 %	+ 42,5 %	+ 78,5 %	+ 1,5 %	+ 81,1 %	146	61
35 - Ille-et-Vilaine	7 352	57 %	+ 53,8 %	+ 79,5 %	+ 4,8 %	+ 88,1 %	172	76
56 - Morbihan	5 265	57 %	+ 34,1 %	+ 79,7 %	- 3,6 %	+ 73,1 %	152	73

	Nombre de créations en 2010	Proportion d'auto-entrepreneurs en 2010	Evolution 2003-2008	Evolution 2008-2009	Evolution 2009-2010	Evolution 2008-2010	Taux de renouvellement (p. 1 000)	Densité de création (p. 10 000)
Centre	18 303	63 %	+ 48,0 %	+ 86,7 %	+ 3,7 %	+ 93,6 %	175	71
18 - Cher	2 167	62 %	+ 36,5 %	+ 86,5 %	+ 8,3 %	+ 102,0 %	172	67
28 - Eure-et-Loir	3 099	64 %	+ 47,5 %	+ 104,6 %	+ 4,0 %	+ 113,8 %	185	72
36 - Indre	1 355	55 %	+ 58,6 %	+ 73,1 %	+ 9,2 %	+ 89,0 %	146	56
37 - Indre-et-Loire	4 435	63 %	+ 41,3 %	+ 86,5 %	+ 0,2 %	+ 86,8 %	176	75
41 - Loir-et-Cher	2 171	60 %	+ 48,0 %	+ 73,7 %	+ 3,2 %	+ 79,3 %	160	65
45 - Loiret	5 076	64 %	+ 57,5 %	+ 86,8 %	+ 3,5 %	+ 93,4 %	186	77
Champagne-Ardenne	9 056	62 %	+ 50,6 %	+ 87,2 %	+ 4,5 %	+ 95,6 %	172	66
08 - Ardennes	1 957	63 %	+ 49,5 %	+ 91,4 %	+ 8,2 %	+ 107,1 %	183	66
10 - Aube	2 121	60 %	+ 58,9 %	+ 92,7 %	- 1,6 %	+ 89,5 %	172	69
51 - Marne	3 965	62 %	+ 50,6 %	+ 79,5 %	+ 7,4 %	+ 92,8 %	172	68
52 - Haute-Marne	1 013	64 %	+ 36,9 %	+ 98,2 %	+ 0,6 %	+ 99,4 %	150	52
Corse	4 201	57 %	+ 53,9 %	+ 65,3 %	- 1,2 %	+ 63,3 %	157	140
2A - Corse-du-Sud	2 044	58 %	+ 54,0 %	+ 67,1 %	- 3,2 %	+ 61,7 %	157	148
2B - Haute-Corse	2 157	56 %	+ 53,9 %	+ 63,6 %	+ 0,8 %	+ 64,9 %	158	134
Franche-Comté	8 705	64 %	+ 39,7 %	+ 91,5 %	+ 9,2 %	+ 109,2 %	177	73
25 - Doubs	4 042	65 %	+ 44,9 %	+ 88,4 %	+ 10,8 %	+ 108,7 %	185	76
39 - Jura	1 934	62 %	+ 32,6 %	+ 90,1 %	+ 6,4 %	+ 102,3 %	154	72
70 - Haute-Saône	1 683	66 %	+ 40,5 %	+ 96,4 %	+ 9,9 %	+ 115,8 %	177	69
90 - Territoire-de-Belfort	1 046	60 %	+ 33,6 %	+ 98,8 %	+ 7,6 %	+ 113,9 %	201	72
Ile-de-France	150 379	56 %	+ 33,0 %	+ 67,6 %	+ 15,2 %	+ 93,2 %	190	129
75 - Paris	51 799	49 %	+ 20,3 %	+ 51,9 %	+ 16,9 %	+ 77,6 %	157	235
77 - Seine-et-Marne	12 538	64 %	+ 50,3 %	+ 85,6 %	+ 17,2 %	+ 117,5 %	222	97
78 - Yvelines	13 984	64 %	+ 39,8 %	+ 86,8 %	+ 14,3 %	+ 113,5 %	206	98
91 - Essonne	11 221	64 %	+ 44,7 %	+ 82,4 %	+ 16,1 %	+ 111,7 %	212	92
92 - Hauts-de-Seine	20 207	59 %	+ 40,4 %	+ 80,4 %	+ 14,1 %	+ 105,9 %	202	130
93 - Seine-Saint-Denis	15 498	52 %	+ 38,3 %	+ 62,0 %	+ 6,8 %	+ 73,1 %	214	103
94 - Val-de-Marne	14 087	62 %	+ 40,0 %	+ 83,9 %	+ 14,5 %	+ 110,6 %	225	108
95 - Val-d'Oise	11 045	56 %	+ 44,5 %	+ 61,4 %	+ 21,9 %	+ 96,8 %	221	94

	Nombre de créations en 2010	Proportion d'auto-entrepreneurs en 2010	Evolution 2003-2008	Evolution 2008-2009	Evolution 2009-2010	Evolution 2008-2010	Taux de renouvellement (p. 1 000)	Densité de création (p. 10 000)
Languedoc-Roussillon	35 809	60 %	+ 29,6 %	+ 83,4 %	+ 6,5 %	+ 95,4 %	213	138
11 - Aude	4 195	56 %	+ 42,9 %	+ 75,9 %	+ 5,2 %	+ 85,1 %	206	120
30 - Gard	8 566	58 %	+ 27,2 %	+ 95,6 %	- 0,8 %	+ 94,2 %	202	123
34 - Hérault	16 192	61 %	+ 32,1 %	+ 80,0 %	+ 13,5 %	+ 104,2 %	224	159
48 - Lozère	547	56 %	+ 15,3 %	+ 123,2 %	- 9,6 %	+ 101,9 %	129	68
66 - Pyrénées-Orientales	6 309	64 %	+ 21,1 %	+ 77,3 %	+ 3,2 %	+ 83,0 %	216	143
Limousin	5 022	56 %	+ 50,8 %	+ 81,1 %	+ 0,9 %	+ 82,7 %	151	67
19 - Corrèze	1 708	55 %	+ 50,8 %	+ 84,5 %	- 2,6 %	+ 79,8 %	143	69
23 - Creuse	831	60 %	+ 52,0 %	+ 97,6 %	+ 0,6 %	+ 98,8 %	153	65
87 - Haute-Vienne	2 483	55 %	+ 50,4 %	+ 73,7 %	+ 3,5 %	+ 79,8 %	157	66
Lorraine	16 545	63 %	+ 43,4 %	+ 88,2 %	+ 6,3 %	+ 100,1 %	186	69
54 - Meurthe-et-Moselle	5 133	64 %	+ 37,8 %	+ 99,5 %	+ 5,0 %	+ 109,3 %	109	69
55 - Meuse	1 161	68 %	+ 28,5 %	+ 128,8 %	+ 2,3 %	+ 134,1 %	177	58
57 - Moselle	7 545	63 %	+ 47,3 %	+ 82,2 %	+ 6,4 %	+ 93,9 %	195	71
88 - Vosges	2 706	63 %	+ 49,3 %	+ 70,8 %	+ 10,9 %	+ 89,4 %	162	69
Midi-Pyrénées	29 518	58 %	+ 34,5 %	+ 83,6 %	+ 5,3 %	+ 93,3 %	185	103
09 - Ariège	1 606	60 %	+ 37,1 %	+ 81,0 %	- 0,7 %	+ 79,6 %	186	106
12 - Aveyron	1 994	55 %	+ 8,4 %	+ 89,3 %	- 3,8 %	+ 82,1 %	130	70
31 - Haute-Garonne	14 522	58 %	+ 36,8 %	+ 79,3 %	+ 9,8 %	+ 96,9 %	211	120
32 - Gers	1 825	56 %	+ 35,8 %	+ 108,1 %	+ 0,4 %	+ 109,5 %	169	97
46 - Lot	1 599	61 %	+ 24,0 %	+ 76,4 %	+ 3,4 %	+ 82,3 %	151	91
65 - Hautes-Pyrénées	2 143	55 %	+ 41,1 %	+ 68,1 %	+ 7,4 %	+ 80,5 %	158	91
81 - Tarn	3 343	60 %	+ 39,7 %	+ 99,0 %	- 0,7 %	+ 97,6 %	170	89
82 - Tarn-et-Garonne	2 486	61 %	+ 42,6 %	+ 87,4 %	+ 4,0 %	+ 94,8 %	202	107
Nord-Pas-de-Calais	26 540	59 %	+ 51,4 %	+ 81,7 %	+ 10,2 %	+ 100,2 %	187	65
59 - Nord	17 771	57 %	+ 54,8 %	+ 74,0 %	+ 11,3 %	+ 93,7 %	186	68
62 - Pas-de-Calais	8 769	64 %	+ 44,3 %	+ 98,9 %	+ 8,0 %	+ 114,8 %	188	59

	Nombre de créations en 2010	Proportion d'auto-entrepreneurs en 2010	Evolution 2003-2008	Evolution 2008-2009	Evolution 2009-2010	Evolution 2008-2010	Taux de renouvellement (p. 1 000)	Densité de création (p. 10 000)
Basse-Normandie	10 120	61 %	+ 41,3 %	+ 90,9 %	- 0,0 %	+ 90,9 %	160	67
14 - Calvados	5 562	63 %	+ 41,7 %	+ 91,0 %	+ 1,4 %	+ 93,5 %	176	81
50 - Manche	2 832	57 %	+ 36,0 %	+ 93,9 %	+ 0,4 %	+ 94,7 %	142	56
61 - Orne	1 726	60 %	+ 48,8 %	+ 86,4 %	- 4,9 %	+ 77,4 %	145	57
Haute-Normandie	12 053	63 %	+ 49,9 %	+ 76,2 %	+ 8,7 %	+ 91,6 %	175	65
27 - Eure	4 304	66 %	+ 50,2 %	+ 79,1 %	+ 8,8 %	+ 94,8 %	181	74
76 - Seine-Maritime	7 749	61 %	+ 49,7 %	+ 74,6 %	+ 8,7 %	+ 89,8 %	171	36
Pays-de-la-Loire	25 546	57 %	+ 48,3 %	+ 77,9 %	+ 3,8 %	+ 84,7 %	167	72
44 - Loire-Atlantique	10 799	59 %	+ 40,5 %	+ 76,5 %	+ 4,9 %	+ 85,1 %	178	85
49 - Maine-et-Loire	5 039	52 %	+ 51,4 %	75,3 %	+ 1,2 %	+ 77,4 %	158	64
53 - Mayenne	1 585	57 %	+ 40,8 %	+ 92,6 %	+ 1,5 %	+ 95,4 %	138	51
72 - Sarthe	3 366	56 %	+ 50,3 %	+ 80,3 %	+ 6,3 %	+ 91,6 %	168	59
85 - Vendée	4 757	56 %	+ 66,6 %	+ 77,6 %	+ 3,4 %	+ 83,6 %	165	77
Picardie	12 351	57 %	+ 47,6 %	+ 85,8 %	+ 9,8 %	+ 104,0 %	185	64
02 - Aisne	3 237	59 %	+ 42,9 %	+ 92,6 %	+ 5,0 %	+ 102,2 %	178	59
60 - Oise	6 030	56 %	+ 51,9 %	+ 85,3 %	+ 12,0 %	+ 107,6 %	205	74
80 - Somme	3 084	58 %	+ 44,8 %	+ 79,7 %	+ 10,9 %	+ 99,2 %	161	53
Poitou-Charentes	13 964	59 %	+ 42,6 %	+ 97,7 %	- 2,1 %	+ 93,5 %	169	78
16 - Charente	2 600	65 %	+ 34,2 %	+ 98,3 %	- 5,3 %	+ 87,9 %	155	72
17 - Charente-Maritime	6 072	57 %	+ 42,1 %	+ 86,7 %	- 1,2 %	+ 84,6 %	175	98
79 - Deux-Sèvres	2 273	59 %	+ 45,1 %	+ 99,7 %	+ 2,8 %	+ 105,3 %	160	61
86 - Vienne	3 019	60 %	+ 51,1 %	+ 120,6 %	- 4,6 %	+ 110,4 %	178	70

	Nombre de créations en 2010	Proportion d'auto-entrepreneurs en 2010	Evolution 2003-2008	Evolution 2008-2009	Evolution 2009-2010	Evolution 2008-2010	Taux de renouvellement (p. 1 000)	Densité de création (p. 10 000)
Provence-Alpes-Côte d'Azur	69 943	59 %	+ 32,1 %	+ 80,4 %	+ 2,6 %	+ 85,1 %	193	143
04 - Alpes-de-Haute-Provence	1 854	60 %	+ 27,5 %	+ 72,0 %	+ 1,5 %	+ 74,6 %	163	116
05 - Hautes-Alpes	1 746	55 %	+ 16,1 %	+ 70,8 %	+ 1,7 %	+ 73,7 %	148	129
06 - Alpes-Maritimes	19 303	61 %	+ 27,1 %	+ 83,8 %	+ 3,6 %	+ 90,4 %	195	177
13 - Bouches-du-Rhône	25 115	57 %	+ 36,7 %	+ 75,1 %	+ 6,0 %	+ 85,6 %	197	128
83 - Var	14 324	59 %	+ 29,5 %	+ 81,8 %	- 2,8 %	+ 76,8 %	193	143
84 - Vaucluse	7 601	61 %	+ 41,6 %	+ 91,4 %	+ 0,5 %	+ 92,3 %	198	139
Rhône-Alpes	62 942	56 %	+ 42,4 %	+ 72,4 %	+ 7,6 %	+ 85,5 %	179	102
01 - Ain	4 828	62 %	+ 49,5 %	+ 75,1 %	+ 13,6 %	+ 98,9 %	183	83
07 - Ardèche	2 880	60 %	+ 40,6 %	+ 80,8 %	+ 8,8 %	+ 96,6 %	176	91
26 - Drôme	5 120	55 %	+ 32,3 %	+ 79,4 %	+ 2,0 %	+ 82,9 %	180	106
38 - Isère	12 150	58 %	+ 43,6 %	+ 73,9 %	+ 10,6 %	+ 92,3 %	194	102
42 - Loire	5 959	54 %	+ 46,5 %	+ 49,9 %	+ 13,7 %	+ 70,5 %	167	78
69 - Rhône	19 653	53 %	+ 46,8 %	+ 76,7 %	+ 8,1 %	+ 91,0 %	194	116
73 - Savoie	4 789	57 %	+ 50,4 %	+ 59,7 %	+ 3,6 %	+ 78,4 %	147	115
74 - Haute-Savoie	7 563	59 %	+ 27,5 %	+ 77,7 %	+ 0,4 %	+ 78,4 %	154	105
France métropolitaine	601 573	58 %	+ 39,3 %	+ 77,7 %	+ 7,0 %	+ 90,1 %	182	96
France métropolitaine hors Ile-de-France	451 194	59 %	+ 41,5 %	+ 81,0 %	+ 4,5 %	+ 89,1 %	179	88
Guadeloupe	5 511	38 %	+ 10,0 %	+ 16,4 %	+ 10,8 %	+ 29,0 %	145	135
Guyane	1 936	52 %	+ 19,5 %	+ 48,3 %	+ 17,8 %	+ 74,7 %	196	93
Martinique	4 886	54 %	+ 41,6 %	+ 21,0 %	+ 8,1 %	+ 30,8 %	146	121
La Réunion	8 133	32 %	+ 40,6 %	+ 7,6 %	+ 21,6 %	+ 30,8 %	197	103
France	622 039	58 %	+ 38,8 %	+ 74,9 %	+ 7,2 %	+ 87,5 %	181	96

Note méthodologique

■ ■ ■ Une modification du concept de création d'entreprise depuis le 1^{er} janvier 2007

Les informations statistiques relatives à la démographie des entreprises et utilisées dans ce document sont issues du répertoire des entreprises et des établissements de l'Insee et exploitées par l'APCE.

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la définition du concept de création d'entreprise a été modifiée par l'Insee afin d'harmoniser les statistiques au niveau européen. Depuis cette date, une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire que la création d'entreprise doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Définie ainsi, la nouvelle notion de création d'entreprise est plus large que la notion de création pure qui était utilisée par l'APCE jusque-là. En effet, en plus des créations pures, la nouvelle notion comprend aussi les réactivations dont la dernière cessation est survenue plus d'un an avant la nouvelle création (environ 60 % des réactivations) et les reprises d'entreprises pour lesquelles il n'y a pas de continuité de l'entreprise (environ 25 % des reprises). La continuité d'une entreprise reprise est évaluée à partir de la localisation de l'entreprise et de l'activité exercée.

Une nouvelle nomenclature des activités a été mise en place par l'INSEE depuis le 1^{er} janvier 2008. Depuis le mois de janvier 2009, les statistiques par activités sont basées sur la NAF rév. 2. Si certains secteurs d'activité sont quasiment équivalents à ceux de l'ancienne nomenclature (construction, commerce, transports...), d'autres, en revanche, ont subi des modifications.

Afin de procéder à un historique de la création d'entreprises par secteurs d'activité, les séries des créations des années précédentes (2000 à 2008) ont été recalculées selon la nouvelle nomenclature (NAF rév. 2).

Dans le but de se rapprocher au plus juste de la réalité économique et de la représentation de chacune des activités, l'APCE recompose les secteurs d'activité. Ils sont répartis en trois groupes :

- Les activités secondaires,
- les activités de type commerce,
- les activités de type services.

Par ailleurs, l'APCE a créé un secteur intitulé « commerce de bouche ». Il comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C) et les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature NAF rev. 2 ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

■ ■ ■ Des indicateurs :

Taux de renouvellement en 2009 : Nombre de créations d'entreprises enregistré en 2010 rapporté au nombre d'entreprises existantes au 1^{er} janvier 2010.

Densité de création : Nombre de créations d'entreprises enregistré en 2010 rapporté à la population légale sans double compte en 2006